



**FRANCE INTER**

**L'INVITE DE 8H20 : LE GRAND EN – Le 22/10/2025 – 08:22:56**

**Invité : Édouard GEFFRAY, ministre de l'Éducation nationale**

**FLORENCE PARACUELLOS**

Et dans ce grand entretien avec Benjamin DUHAMEL, nous recevons ce matin donc, le nouveau ministre de l'éducation nationale. Vos questions et réactions qu'on imagine nombreuses au 01 45 24 70 00 et sur l'application Radio France. Bonjour Édouard GEFFRAY,

**EDOUARD GEFFRAY**

Bonjour,

**FLORENCE PARACUELLOS**

Merci d'avoir choisi France Inter pour votre toute première interview de ministre de l'éducation nationale du Gouvernement LECORNU 2. On va aborder beaucoup de sujets avec vous. On a beaucoup de questions qui concernent des millions de français enseignants, élèves, parents d'élèves. On va voir quelle est votre feuille de route et quels seront vos moyens à l'heure des économies budgétaires. Mais d'abord, après Élisabeth BORNE, Anne GENETET, Nicole BELLOUBET, Amélie OUDEA-CASTERA, Gabriel ATTAL et Pap N'DIAYE, vous êtes le septième ministre de l'éducation nationale à venir à ce micro depuis trois ans. Comprenez-vous Édouard GEFFRAY que les français puissent avoir du mal à faire confiance à un ministre qui ne sera peut-être plus là dans quelques semaines ?

**EDOUARD GEFFRAY**

Moi je comprends parfaitement qu'ils en aient un peu assez, notamment nos collègues professeurs. Maintenant moi je suis là pour servir.

**FLORENCE PARACUELLOS**

Quelle que soit la durée de votre poste ?

**EDOUARD GEFFRAY**

Moi, je suis un serviteur, vous savez, un serviteur de l'école pour laquelle j'ai beaucoup travaillé en tant que fonctionnaire. Maintenant je suis ministre, c'est autre chose, mais je suis là pour servir l'école et les professeurs et évidemment les élèves et les parents.

**BENJAMIN DUHAMEL**

Mais vous avez conscience de la précarité du poste ? Ceux qui nous écoutent ce matin se demandent si vous serez encore là dans quelques semaines, à la fin de l'année. Est-ce que vous avez un peu de visibilité ? Vous vous inscrivez dans la durée ou pas ?

**EDOUARD GEFFRAY**

Je m'inscris dans la durée, oui évidemment, parce que comme vous l'avez vu, le Premier ministre a eu un centre d'audition courageuse pour rendre possible et vraiment créer les conditions à des débats parlementaires aussi complets et sereins que possible. Maintenant, on a parfaitement conscience qu'il y a une certaine incertitude politique, une certaine instabilité politique. Moi je suis là, quel que soit la durée, j'aurais presque envie de vous dire de mon point de vue purement personnel, peu importe, moi je ne suis pas là, Édouard GEFFRAY, pour Édouard GEFFRAY, je suis là pour l'école.

**BENJAMIN DUHAMEL**

Non, mais il faut du temps pour mettre en œuvre un certain nombre de politiques éducatives et c'est vrai que par rapport à d'autres ministères, l'éducation nationale a été particulièrement marquée par cette valse des postes. Est-ce que ça veut dire que, au fond, ce n'est pas un sujet prioritaire pour l'exécutif ?

**EDOUARD GEFFRAY**

Je pense que c'est un sujet prioritaire, mais que tout le monde a un peu subi les incertitudes des derniers mois, c'est comme ça. Maintenant, très honnêtement, il faut un peu regarder en avant. Une fois encore, moi je suis là pour à la fois voir ce qu'on peut faire, comment résoudre les problèmes, préparer la rentrée prochaine, c'est ça l'urgence. Pour l'instant, il nous faut un budget pour préparer la rentrée.

**FLORENCE PARACUELLOS**

Alors Edouard GEFFRAY, vous n'êtes pas nouveau dans le monde de l'éducation puisque vous êtes haut fonctionnaire spécialisé dans ce domaine depuis l'élection d'Emmanuel MACRON, DRH de l'éducation nationale puis numéro deux du ministère. Voilà ce qu'il a dit, Sophie VENETITAY, quand vous avez été nommée, c'est la patronne du SNES, le syndicat enseignant, voilà ce qu'elle dit : « Edouard GEFFRAY connaît très bien le ministère et pour cause, en cinq ans, il a été le chef d'orchestre de tous les bricolages, réformes faites et défaites qui ont contribué à l'état désastreux de l'éducation nationale ». Ce n'est pas génial, génial comme accueil.

**EDOUARD GEFFRAY**

Oui, alors, chacun peut dire ce qu'il souhaite. D'abord, moi j'ai d'excellentes relations personnelles avec les syndicats avec qui je travaille beaucoup, avec lesquels je compte travailler.

**BENJAMIN DUHAMEL**

Ça ne se voit pas dans les réactions quand même.

**EDOUARD GEFFRAY**

Dans le travail, ce qui compte c'est de travailler ensemble, ce n'est pas après ça telle ou telle réaction, ce qui compte c'est de travailler ensemble. Moi, j'ai été fonctionnaire pendant effectivement sept ans d'éducation nationale. Je l'ai fait loyalement et je l'ai fait sous des ministres différents. Je pense que tous les fonctionnaires qui nous écoutent, ce matin, savent ce que c'est qu'être fonctionnaire, c'est qu'être loyal.

**BENJAMIN DUHAMEL**

Et donc, vous êtes Edouard GEFFRAY, comptable de l'action qui a été menée par les ministres qui se sont succédés, avec lesquels vous avez travaillé, Jean-Michel BLANQUER, Gabriel ATTAL, c'est aussi votre bilan.

**EDOUARD GEFFRAY**

Mais comme tous les hauts fonctionnaires, j'ai effectivement travaillé sous cinq ministres différents qui avaient des orientations différentes et qui ont mené des actions différentes. Maintenant, je suis ministre, j'ai une méthode, et ça serait d'ailleurs bien qu'on en parle aussi, et puis, j'ai des actions de fond que je souhaite porter.

**BENJAMIN DUHAMEL**

Alors justement, Edouard GEFFRAY, rentrons tout de suite dans le vif du sujet, si vous le voulez bien, avec d'abord la question des moyens. Le budget de l'éducation nationale pour l'année 2026 prévoit une hausse

de 200 millions d'euros, mais quand on regarde dans le détail, environ 4 000 postes, 4 018 pour être précis, postes d'enseignants vont être supprimés. Alors, vous mettez en avant, pour justifier ces baisses d'effectifs, l'effondrement démographique. Pourquoi ne pas avoir profité de cette évolution pour précisément alléger des classes surchargées ? Est-ce que vraiment l'argument de l'effondrement démographique est un bon argument ?

**EDOUARD GEFFRAY**

Alors, ce n'est pas une question d'argument, c'est une question de réalité. Dans le premier degré, donc, dans les écoles maternelles et élémentaires, entre 2018 et 2028, on aura perdu un million d'élèves, un million. On va passer de 6,7 millions à 5,7 millions, d'accord ? Un million d'élèves, c'est absolument considérable. Et l'école est en première ligne de l'effondrement démographique. Vous ne le voyez pas encore sur le marché du travail, mais nous on le voit tous les jours dans nos classes. Le budget qui a été préparé, qui est un point de départ, je le rappelle, qui est un point de départ, mais le budget qui a été préparé, il tire, en partie, les conséquences de cette démographie, parce que tout simplement, quand vous perdez 100 000, 150 000 élèves par an, au bout d'un moment, vous ne pouvez pas...

**BENJAMIN DUHAMEL**

Voyez ce que répondent les professeurs. Ils constatent effectivement cet effondrement démographique, mais ils disent : « Pourquoi ne pas en profiter », alors que vous avez des classes surchargées, pour précisément faire en sorte que ce qu'on appelle le taux d'encadrement, c'est-à-dire le nombre d'élèves devant chaque professeur, soit plus important. Vous auriez pu dire : « On profite de ces élèves en moins pour faire en sorte qu'il y ait moins d'élèves par classe ». Ce n'est pas le choix que vous avez fait.

**EDOUARD GEFFRAY**

Le choix qu'on a fait, c'est un choix qui est mixte, parce que, pardonnez-moi, mais l'école ne tient pas dans un tableau Excel. Si, à la fin, on fait une règle de trois, on peut arriver à ce genre de choses, mais ça ne tient pas dans un tableau Excel. Il y a des endroits où, aujourd'hui, en France, malheureusement, il n'y a plus d'enfants. Et donc, il y a des endroits où, effectivement, on est obligé de supprimer des postes. On essaye, et on ne suit pas la démographie. Si on suivait la démographie, on aurait dû retirer 8 ou 9 000 postes cette année. Donc, on ne suit pas la démographie. C'est ça qu'il faut savoir. On ne la suit pas du tout. On la suit, en partie, parce qu'il y a des réalités qu'il faut suivre. On essaye de tempérer, au maximum, les fermetures de classes. Et, par ailleurs, on réinvestit les moyens précisément là où les cas sont chargés.

**BENJAMIN DUHAMEL**

Juste, Edouard GEFFRAY, juste un tout petit moment. Oui, juste, je reprends la phrase que vous utilisez il y a quelques instants. Vous disiez « C'est un point de départ ». Est-ce que ça veut dire que vous laissez la possibilité, la porte ouverte, que, dans le cours de la discussion budgétaire, vous reveniez sur ces suppressions de 4 000 postes ? Est-ce que c'est une possibilité ?

**EDOUARD GEFFRAY**

Si vous permettez, juste un point. Avant, à la rentrée de 2026, si on parle en moyenne, on aura 21 enfants par classe dans le premier degré.

C'est la première fois de l'histoire du système éducatif français qu'on a un chiffre aussi bas d'élèves par classe, la première fois dans l'histoire du système éducatif français. En 150 ans, on n'a jamais eu ça. Et ce nombre d'élèves par classe, il va continuer à baisser parce que, précisément, on ne suit pas complètement la démographie. On n'en prend qu'une petite partie. D'accord ? Et ensuite, pour répondre à votre question, et pardonnez-moi, mais je crois que c'était quand même important que nos auditeurs le sachent, pour répondre à votre question, le Premier ministre a dit : « On propose le Parlement débat et le Parlement vote. » Donc, par définition, les débats, ils sont ouverts. Ils sont ouverts à partir d'un contexte budgétaire que tout le monde connaît, qui est extrêmement contraint. Et par définition, le débat est ouvert.

**FLORENCE PARACUELLOS**

Alors, pour autant, au standard, on a par exemple Olivier qui veut nous parler du manque de profs dans les établissements. Il manque un professeur, je n'arrive pas à lire sa question, il manque un professeur de philosophie depuis le début de l'année dans le lycée de son fils ou de sa fille, en terminale, donc, il en manque toujours des profs. Je crois qu'il y avait un sondage du SNES à la rentrée qui expliquait que dans plus d'un établissement sur deux, il manquait au moins un professeur.

**EDOUARD GEFFRAY**

Alors, on a deux choses différentes. Est-ce que les moyens sont attribués en loi de finances ? Et ça, on vient de s'en parler. Au passage, d'ailleurs, on va créer aussi, parce que, pardon, mais c'est important, on prépare l'avenir, on crée 8 000 postes supplémentaires pour les concours de cette année. Et donc, ça fait 46 % de postes en plus au recrutement cette année pour nos auditeurs. On va investir aussi sur le social, le médico-social, la santé. Donc, il faut quand même aussi le rappeler, c'est un environnement global. Et ensuite, il y a la capacité, effectivement, à recruter dans les disciplines en question et à remplacer les professeurs qui sont absents parce qu'ils sont éventuellement malades ou parce qu'ils ont d'autres contraintes. Donc, le sujet de notre auditeur, que j'entends et qui est évidemment très préoccupant, c'est de faire en sorte, ensuite, que chaque poste soit effectivement pourvu et que chaque professeur absent puisse être remplacé. Et ça, c'est un autre débat que je veux faire.

**FLORENCE PARACUELLOS**

Mais il y a un sujet d'attractivité, quand même, de la profession.

**EDOUARD GEFFRAY**

D'où l'importance de la réforme des concours.

**BENJAMIN DUHAMEL**

Juste, là, à vous écouter, tout va bien. C'est-à-dire que je vous interroge sur les postes qui baissent, vous me dites en fait, le taux d'encadrement, il va être amélioré. Vous dites que l'on n'a jamais recruté autant de professeurs, alors qu'effectivement, il y a une crise des vocations que l'on voit chaque année dans les concours. Vous êtes satisfait de l'état de l'éducation nationale aujourd'hui ?

**EDOUARD GEFFRAY**

Je ne suis pas du tout satisfait. Je pense d'abord qu'il ne faut pas toujours le voir négativement. Parce que moi, je suis là pour remettre le professeur au centre de l'école et pour, quand même, que personne n'oublie les lettres noblesses de l'école. L'école, c'est quand même extraordinaire ce qui se passe au quotidien dans les écoles. Et toute

personne qui a vu son enfant progresser à l'école le sait. Et il ne faut pas l'oublier. Et la deuxième chose, c'est qu'on a effectivement un certain nombre de contraintes. Soit on les subit, soit on essaye d'agir. On a une contrainte démographique, on en profite pour agir et pour baisser le nombre d'élèves par classe. On a, aujourd'hui, les enjeux majeurs d'attractivité. On pourrait continuer à subir. Non, on fait un concours dès la L3. L'année prochaine, vous avez des milliers d'étudiants, qui sont cette année étudiants en L3, qui vont rentrer dans un Master 1 et ensuite un Master 2, où ils seront payés pour devenir professeurs. 1 400 euros par mois Master 1 800 euros Master 2.

**FLORENCE PARACUELLOS**

Ça, vous pensez que ça règlera la crise d'évocation ? Parce que le salaire n'augmente pas par ailleurs ?

**EDOUARD GEFFRAY**

Je pense que c'est une mesure d'attractivité majeure. Et quand vous allez dans les universités, et que vous rencontrez les étudiants de L3, quand ils découvrent qu'en fait c'est 1 400 euros par mois en Master 1, 1 800 euros en Master 2 pour être formé et se voir mettre le pied à l'étrier, on sait que c'est très important de ne pas tomber, si je puis dire, du jour au lendemain dans la classe, à la suite de la réussite des concours. Aujourd'hui, on est en train de préparer ça. Je ne vous dis pas que c'est parfait. C'est loin de là, mais vraiment loin de là. Parce que je vous dis, on essaie de préparer l'avenir ensemble.

**BENJAMIN DUHAMEL**

Édouard GEFFRAY, question d'Elo sur l'application Radio France. Qu'allez-vous faire face au manque d'AESH ? Ce sont les assistants d'éducation pour les élèves en situation de handicap dans les écoles. Les crédits du projet de loi de finances 2026 ont-ils baissé sur cette ligne ? Et là, pour donner les chiffres précisément, dans le budget 2026, vous créez 1 200 postes d'accompagnants, ce qui est nettement moins que les autres années. En 2025, c'était 2 000. En 2024, c'était 3 000. Là encore, chiffre qui est assez stupéfiant, à la rentrée 2025, il y avait 9 % d'élèves en situation de handicap qui n'avaient pas d'AESH. Est-ce que là encore, c'est une conséquence des contraintes budgétaires qui sont les vôtres en cette rentrée ?

**EDOUARD GEFFRAY**

On a évidemment des contraintes budgétaires. On a aussi des contraintes de vivier. Vous le savez, mais sur le territoire national, on a parfois du mal, en réalité, à pourvoir les postes d'AESH, ce qui pose aussi la question de leur attractivité. C'est un sujet sur lequel je compte me pencher au cours des prochains mois. Pour cette année, on crée 1200 postes d'AESH de plus. Il faut savoir qu'on a créé 70 % de postes d'AESH de plus depuis 2017. Aujourd'hui, on essaye de suivre...

**BENJAMIN DUHAMEL**

Pourtant, quasiment un élève handicapé sur 10 n'a pas d'assistant pour lui à l'école.

**EDOUARD GEFFRAY**

On est face à une progression. Ces dernières années, on a connu en moyenne une progression qui commence un peu à se tasser, mais qui était de l'ordre de 10 ou 12 % au nombre d'élèves qui bénéficiaient chaque année d'une notification d'AESH. On essaye évidemment de pourvoir à

cela. Ça suppose, une fois encore, à travailler aussi sur l'attractivité du métier.

**FLORENCE PARACUELLOS**

Comment est-ce qu'on explique, je vais prendre un cas concret, qu'en Ille-et-Vilaine, l'Éducation nationale ait licencié en cette rentrée 25 AESH malgré la pénurie dont on parle parce que ces femmes, ce sont le plus souvent des femmes, refusaient de passer de 10 à 30 établissement sans prime, sans dédommagement. Comment c'est possible, ça ?

**EDOUARD GEFFRAY**

Sur le cas précis, je ne sais pas. Je l'ai vu et j'ai demandé à ce qu'on me fasse remonter le sujet, pour ne rien vous cacher. Ça fait typiquement partie des choses sur lesquelles il faut qu'on se penche parce que ce n'est pas spontanément, je m'interroge. Ça tient, je pense, au fait qu'on essaye actuellement de travailler au niveau de deux zones. Ce n'est pas forcément simple à expliquer, mais on essaie de travailler sur des zones géographiques un peu élargies pour permettre d'employer les AESH le plus possible à temps plein. Parce qu'en fait, si vous êtes sur une ou deux écoles, ce n'est pas forcément...

**FLORENCE PARACUELLOS**

Mais le tout pour 900 euros par mois, globalement ?

**EDOUARD GEFFRAY**

900 euros, c'est si vous n'êtes précisément pas à temps plein. L'un des enjeux, c'est de permettre d'augmenter, pour ceux qui le souhaitent, le temps de travail. Il ne faut pas qu'on arrive à des situations aberrantes, où les gens se retrouvent à faire 30 ou 40 kilomètres par jour, ou même 20, pour aller d'un établissement à l'autre. Donc, typiquement, là-dessus, ça fait partie des choses que je vais regarder de près.

**BENJAMIN DUHAMEL**

Et vous allez regarder sur ce sujet. Edouard GEFFRAY, vous arrivez au ministère de l'Éducation dans un moment de flou sur votre feuille de route et sur les chantiers entamés par ceux auxquels vous succédez. Je voudrais qu'on s'arrête un instant sur ce que Gabriel Attal avait appelé « Le choc des savoirs ». Et vous aviez été, comme haut fonctionnaire au ministère, l'un des principaux artisans de ce choc des savoirs. La mesure emblématique, c'était ce qu'on appelait, à l'époque, les groupes de niveaux, qui ont ensuite été pudiquement appelés les groupes de besoins, mis en place aujourd'hui en sixième et en cinquième au collège pour les maths et pour le français. Quel bilan est-ce que vous faites de ces groupes de niveaux-besoins ? Est-ce qu'il faut les élargir, par exemple, en quatrième et en troisième ? Ou est-ce que, comme les syndicats vous le demandent, il faut arrêter les frais sur ces groupes de besoins ?

**EDOUARD GEFFRAY**

Alors, deux éléments. D'abord, on n'a, pour l'instant, que des premiers retours. Il y a une première liste de l'inspection générale qui a montré que le bilan était, on va dire, assez mitigé.

**BENJAMIN DUHAMEL**

Qui dit, je cite : « Un risque fort d'accroître les écarts entre les élèves et notamment ce qui était la principale critique sur ces groupes de besoins », c'est-à-dire le fait qu'il y avait un risque de tri social entre les bons élèves d'un côté et les moins bons de l'autre...

**EDOUARD GEFFRAY**

C'est pour le moins mitigé.

**BENJAMIN DUHAMEL**

Oui, vous maniez l'art de...

**EDOUARD GEFFRAY**

Vous êtes d'accord. Moi, je ne suis pas partisan de créer de la confusion et de vouloir à tout prix imposer un format ou un autre. L'école, ce n'est pas un jardin à la française. L'école républicaine, c'est une école de l'équité et de l'égalité, mais c'est aussi une école qui s'adapte aux réalités territoriales. Il y a des endroits où les équipes se sont emparées, compte tenu de la configuration de leur établissement, du niveau de leurs élèves, de la façon dont elles s'organisent, des groupes de besoins et où elles considèrent que ça marche. Moi, quand quelque chose marche à un endroit, je n'ai aucune raison de dire aux équipes de faire différemment. S'il y a des endroits où, pour être clair, les groupes de besoins ne marchent pas, où les équipes considèrent que ce n'est pas efficace, où les résultats ne se voient pas voire éventuellement se dégradent, il faut que les chefs d'établissement et les équipes puissent faire différemment. C'est un peu une question de bon sens. Le but du jeu, ce n'est pas qu'une réforme fasse ceci ou fasse cela. Le but du jeu, c'est que nos élèves progressent. Si avec les moyens dont l'établissement disposent et les facultés qu'on leur donne, les élèves progressent, mais laissons-les s'organiser pour que ça marche.

**FLORENCE PARACUELLOS**

Ce que vous êtes en train de dire, du coup, c'est que ça devient optionnel, cette création de groupe de niveaux. Vous allez laisser ça à l'appréciation de chaque établissement ?

**ÉDOUARD GEFFRAY**

Ce que je suis en train de dire, c'est que j'aimerais bien d'abord qu'on prenne un tout petit peu de recul parce que, quelle que soit l'organisation, on sait toujours qu'il faut un petit peu de temps pour que ça s'installe et qu'ensuite, il ne faut pas tenir mordicus à une organisation universelle pour tous les collèges quand on sait qu'elles ont où ça marche.

**BENJAMIN DUHAMEL**

Donc l'élargissement à d'autres classes hors 6e, 5e, ce n'est pas à l'ordre du jour ?

**ÉDOUARD GEFFRAY**

Ce n'est pas la priorité, non.

**FLORENCE PARACUELLOS**

On va prendre une auditrice au Standard. Bonjour, bienvenue Stéphanie.

**STEPHANIE, ASSISTANTE SOCIALE**

Bonjour, je me présente, je suis assistante sociale en faveur des élèves depuis sept ans à l'éducation nationale hors syndicat. Et j'entends le ministre là depuis une demi-heure. Je suis assez surprise de votre satisfaction personnelle concernant votre bilan, puisque ça fait quand même un certain temps que vous œuvrez à la progression de l'éducation nationale. Or, il semble que vous ayez un déni de réalité. Sur le terrain, la réalité n'est pas du tout celle que vous décrivez. Certains points ont été abordés par les journalistes, ça aurait été bien que ça puisse être approfondi. L'école inclusive avec le manque de moyens drastiques met à mal vraiment les enseignants. Les niveaux ont baissé. L'entrée avec les compétences au collège pose vraiment question. Les compétences

psychosociales sont extrêmement dégradées. Les professeurs de premier degré sont difficiles à recruter, puisque maintenant on recrute en speed dating à POLE EMPLOI. Moi, j'ai un constat complètement alarmant de l'éducation nationale. Le constat n'est pas personnel, je suis hors syndicat. Les parents d'élèves le constatent aussi. Sans parler des langues, alors voilà, ils apprennent les langues, ils sont incompétents en langue. Et il y a une vraie souffrance, en tout cas, à l'éducation nationale, tant au niveau des personnels plus largement qu'enseignants d'ailleurs. Et des élèves et des familles.

**FLORENCE PARACUELLOS**

On l'entend, dans ce tableau très noir que vous dressez, Stéphanie, qu'est-ce que vous répondez, Monsieur le Ministre ?

**ÉDOUARD GEFFRAY**

Tout à l'heure, on a parlé budget. On n'a pas parlé de l'état de l'école en général. Si on parle de l'état de l'école en général, évidemment que la situation est extrêmement inquiétante. Elle est extrêmement inquiétante en termes de niveau, elle est inquiétante en termes d'inégalité sociale et scolaire, enfin, c'est plus à dire d'inégalité scolaire adossée aux inégalités sociales. Elle est aussi extrêmement préoccupante en termes de santé physique et psychique des élèves. Et moi, il se trouve que c'est pour ça que ce sont mes trois priorités, en réalité. J'ai une première priorité qui est, effectivement, de travailler sur, j'allais dire, dans le fond, la qualité pédagogique du service public de l'enseignement. Et c'est pour ça qu'il faut travailler sur la formation initiale qu'on est en train de préparer et sur la formation continue. Et il faut clairement que sur la formation continue, on franchisse un cap, parce que ça fait des années que tout le monde dit formation continue, formation continue, et qu'en réalité, on n'a pas changé de braquet, donc il faut changer de braquet sur la formation continue. Sur la très grande difficulté scolaire, il faut savoir qu'aujourd'hui, 15 % des collèves concentrent 40 % de la grande difficulté scolaire. Soit on continue à saupoudrer, à vouloir faire la même chose partout, etc. Soit on concentre des moyens supplémentaires, notamment avec la démographie, et un effort pédagogique particulier sur ces 15 % de collèves. Et moi, c'est ce que je veux faire.

**FLORENCE PARACUELLOS**

Édouard GEFFRAY.

**ÉDOUARD GEFFRAY**

Et pardonner-moi, si vous le voulez bien.

**FLORENCE PARACUELLOS**

Oui.

**ÉDOUARD GEFFRAY**

Sur la sécurité physique et psychique, et notamment psychique, on a aujourd'hui 30 % des élèves qui déclarent des troubles anxio-dépressifs, d'après une étude de l'INSERM de la semaine dernière.

**FLORENCE PARACUELLOS**

Avec un médecin pour 13 000 élèves, un psy pour 1 500 élèves.

**ÉDOUARD GEFFRAY**

C'est d'ailleurs pour ça qu'on va recruter des psychologues, des infirmières et des assistantes sociales comme Madame, dans le PLF. On crée des postes supplémentaires, plusieurs centaines. En revanche, sur les médecins scolaires, vous savez que j'ai un problème, c'est que j'ai les

postes. Aujourd'hui, je n'ai pas les médecins, je ne trouve pas de médecin. J'ai un poste sur deux qui est vacant en matière de médecine scolaire.

**FLORENCE PARACUELLOS**

Pour reparler du niveau qui inquiétait Stéphanie et qui vous inquiète aussi, j'accueille Aurélien. Aurélien, au standard, bonjour et bienvenue. Vous vous appelez de Montpellier ?

**AURELIEN, AUDITEUR DE MONTPELLIER**

Oui, j'appelle de Montpellier. J'ai lu une étude dans Le Monde, hier, que les gens lisaient de moins en moins, et que de ce fait, la génération Z, les Milleniums, ne lisait quasiment plus. J'ai un neveu qui est en cinquième, qui n'a pas vu un seul livre à lire depuis le début de la rentrée. Je trouve ça un peu choquant, et je voulais savoir, de la part de Monsieur le Ministre, qu'est-ce qu'il pensait devoir faire pour redonner le goût de la lecture aux jeunes, goût de la lecture qui assure la cohésion sociale dans notre République ?

**FLORENCE PARACUELLOS**

Merci beaucoup Aurélien, merci Monsieur le Ministre. Les enfants, les ados, ne lisent plus, et on ne leur donne plus rien à lire ?

**ÉDOUARD GEFFRAY**

Alors, pour moi, la lecture, très honnêtement, c'est l'urgence absolue. Vous avez peut-être vu, je crois d'ailleurs que vous en avez parlé ce matin à votre antenne.

**FLORENCE PARACUELLOS**

Oui, l'illettrisme.

**ÉDOUARD GEFFRAY**

L'illettrisme, qui est répertorié chaque année au moment de la journée de défense de l'identité, où toute une tranche d'âge, toute une classe d'âge est évaluée. On a un énorme problème sur la lecture, parce que nos enfants aussi, qui va de pas avec le problème des écrans. Donc, ça veut dire qu'il faut travailler sur deux choses. Un, une pratique de la lecture beaucoup plus intensive, en classe et hors la classe. Ça veut dire qu'il faut qu'évidemment, dans la classe, la pratique de lecture, y compris la lecture à voix haute, soit maintenue pendant l'intégralité de l'école élémentaire. C'est ce que font beaucoup de professeurs aujourd'hui, et d'ailleurs, de ce point de vue-là, ce qu'on appelle l'affluence progresse. Mais ça, c'est évidemment important. Deux, qu'il y ait aussi un écosystème autour de la lecture. Je vous donne juste un exemple. Le principal déterminant, en termes d'inégalité scolaire-vocabulaire, c'est la lecture du soir. Si tous les parents pratiquent la lecture du soir entre zéro et six ans...

**FLORENCE PARACUELLOS**

L'histoire du soir, avant de se coucher.

**ÉDOUARD GEFFRAY**

L'histoire du soir, c'est déterminant. Vous voyez, c'est une chose toute bête. Mais si chaque auditeur, ce soir, se dit, allez, maintenant, c'est l'histoire du soir.

**FLORENCE PARACUELLOS**

Donc c'est de la faute des parents, si l'éducation nationale n'arrive pas à faire lire les enfants.

**ÉDOUARD GEFFRAY**

Pas du tout. C'est un écosystème. C'est un écosystème. C'est qu'il faut, évidemment, travailler dans l'école. J'ai commencé par là. Mais qu'il y ait des relais possibles à l'extérieur, pour remettre tout le monde à la lecture. Parce que la lecture, en fait, c'est déterminant, à la fois en termes d'acquisition de vocabulaire, et de progression scolaire et même intellectuelle.

**BENJAMIN DUHAMEL**

Édouard GEFFRAY, juste avant de parler de laïcité, puisqu'il y a quelques jours, on commémorait la mort et l'assassinat de Samuel PATY et Dominique BERNARD. Une question de Carole, sur l'application Radio France : « Que pensez-vous des enseignants du primaire, qui ont été les premiers avec un master, et qui sont à dix ans de carrière, et ne gagnent que 2 100 euros. Notre salaire n'est pas au niveau de notre diplôme et de notre travail ». Et c'est une question qui revient beaucoup chez les auditeurs, sur l'application Radio France. Les niveaux de salaire. On a, là encore, dans le budget, le budget de ce qu'on appelle le pacte enseignant, c'est-à-dire les primes qui étaient données, qui est en baisse. On a des engagements qui ont été pris ces dernières années, sur le fait de revaloriser. Il y a des choses qui ont été faites, mais Elisabeth BORNE elle-même reconnaissait, pour les salaires de milieu de carrière, un plateau qu'elle qualifie, je crois, de désespérant. Est-ce que, là encore, vous avez les moyens de dire aux enseignants, ce matin, on va continuer à essayer de faire des efforts pour revaloriser vos salaires ?

**ÉDOUARD GEFFRAY**

On va évidemment essayer de faire des efforts, et notamment sur ce que vous mentionnez, c'est-à-dire ce plateau, entre guillemets, qui fait qu'effectivement, pendant les 25 premières années, la progression est très faible, et s'accélère assez nettement plus tard. Mais les 25 premières années, la progression est très faible, notamment aussi parce qu'on a beaucoup revalorisé, ces dernières années, le début de carrière. Et donc, paradoxalement, on a encore accentué l'effet de plateau. Donc, il y a un budget contraint. Je ne peux pas dire le contraire. Et tout le monde connaît les conditions dans lesquelles il y a à la fois les...

**BENJAMIN DUHAMEL**

Est-ce que, d'ici à 2027, les enseignants qui nous écoutent ce matin peuvent espérer de nouveaux gestes en faveur de leur rémunération ?

**ÉDOUARD GEFFRAY**

Ce qui est faisable, et ce que j'espère faire, sous réserve de ce qui sera adopté en projet de loi de finances, c'est d'augmenter les promotions. Parce qu'en fait, c'est les promotions qui permettent de gagner ce qu'on appelle des échelons, et donc de voir sa rémunération augmenter. Moi, c'est une partie des choses sur lesquelles je veux très clairement travailler avec mes équipes au cours des prochains jours et des prochains mois.

**FLORENCE PARACUELLOS**

Une petite question pratique et technique, mais qui concerne tous les élèves de lycées, de premières et de terminales, et leurs parents, c'est cette pression de Parcoursup qui est dénoncée depuis des années maintenant. Avant de partir, Elisabeth BORNE avait demandé que, dans tous les lycées, on s'accorde sur les notes qui compteraient pour le bac et Parcoursup et celles qui ne compteraient pas, pour essayer de faire baisser la pression, s'en est où ? Il y a beaucoup d'attentes, de ce côté-là.

**ÉDOUARD GEFFRAY**

Alors, ma prédécesseure a donc pris des mesures en début d'année sur ce sujet, qui sont en train d'être déployées dans les établissements. On va voir ce que ça donne. Là aussi, je ne suis pas là pour commencer à détricoter, retricoter. Il faut un tout petit peu stabiliser les choses et que les gens puissent travailler calmement.

**BENJAMIN DUHAMEL**

C'est compliqué de stabiliser. C'est-à-dire que là, vous nous dites que vous mettez en œuvre des politiques qui ont été menées, et peut-être que dans deux ou trois semaines, vous ne serez plus là pour continuer à les défendre.

**ÉDOUARD GEFFRAY**

Moi, en tout cas, je ne suis pas là pour créer de la confusion. Et donc, pour l'instant, il faut laisser un peu les choses s'installer et laisser les professeurs faire leur métier, les chefs d'établissement faire leur métier. C'est ma priorité.

**FLORENCE PARACUELLOS**

Comment on fait baisser la pression sur Parcoursup ? C'est un truc qui tétanise les familles quand même.

**ÉDOUARD GEFFRAY**

Sur Parcoursup, il y a plusieurs choses qu'il faut faire. Il y a quand même un paradoxe. C'est qu'aujourd'hui, on n'a jamais eu un taux de réussite aussi élevé au baccalauréat. On n'a jamais eu tant de pression de la part des élèves ressentis. Donc, il faut quand même qu'on arrive au bout d'un moment à réobjectiver les choses et mieux accompagner nos élèves dans cette démarche. Le sujet de l'évaluation, il fait partie du débat. C'est-à-dire se dire que toutes les évaluations ne comptent pas forcément pour Parcoursup. Ça fait partie du débat. Après, il y a un troisième sujet. C'est la capacité à s'appropriier l'outil. Ça dépend du ministre de l'Enseignement supérieur, donc c'est lui qui verra ça. Mais aujourd'hui, quand vous avez un enfant qui est sur Parcoursup, grosso modo, la plupart des parents et des enfants se familiarisent avec Parcoursup le jour où ils créent leur compte. Et c'est peut-être un peu tard aussi pour véritablement... Vous voyez, apprendre à maîtriser la démarche, c'est déjà se sécuriser. Donc, il faut qu'on accompagne nos élèves mieux et plus. Ça, c'est clair.

**BENJAMIN DUHAMEL**

Édouard GEFFRAY, il nous reste peu de temps. Une question essentielle sur la laïcité. Je le disais il y a quelques jours, la France commémorait les cinq ans de l'assassinat de Samuel PATY, les deux ans de celui de Dominique BERNARD, deux enseignants tués par un terroriste islamiste. Et quelques jours après la mort tragique de Dominique BERNARD, l'un de vos prédécesseurs, Gabriel ATTAL, s'engageait à la chose suivante : je vais travailler avec mon collègue de l'intérieur et mon collègue de la justice à des mesures qui nous permettent de sortir les élèves radicalisés des établissements scolaires. Ça, c'était l'engagement qu'avait pris Gabriel ATTAL. Est-ce que ça a été fait ? Moi, j'ai posé la question à beaucoup de ministres de l'Éducation nationale qui étaient un peu gênés quand on leur posait la question. Est-ce que cet engagement pris en 2023 a été tenu ? Est-ce que vous pouvez dire ce matin aux enseignants qui nous écoutent : « Il n'y a plus aucun élève radicalisé, plus aucun élève fiché S dans les établissements scolaires en France ? »

**ÉDOUARD GEFFRAY**

Alors, la radicalisation étant un processus, je ne vois pas comment je pourrais dire qu'il n'y aura plus jamais aucun élève radicalisé dans les secteurs.

**BENJAMIN DUHAMEL**

Non, non, c'est aujourd'hui. C'est-à-dire un élève qui a été, comment dire, dont les services de renseignement ont vu et perçu et analysé cette radicalisation-là, Gabriel ATTAL avait pris l'engagement de dire maintenant : « On va les sortir des établissements scolaires ».

**ÉDOUARD GEFFRAY**

Aujourd'hui, un élève qui est dans cette situation fait par définition l'objet de surveillance particulière, ce auquel je ne suis évidemment pas en mesure de m'étendre dans une radio et avec le public qui nous entend. Ça, c'est la première chose. Il n'y a pas de dispositif de classe entre guillemets qui serait, je mets des guillemets, réservé aux élèves radicalisés. Et un dernier point.

**BENJAMIN DUHAMEL**

Donc juste cet engagement n'a pas été tenu.

**ÉDOUARD GEFFRAY**

Et un dernier point, pardon, parce que vous évoquiez l'hommage à Samuel PATY. Il y a un signe que je me permets de partager avec vous. C'est que cette année, on a eu 61 incidents, au sens ricanement, perturbation de la minute de silence, contre plus de 500 il y a deux ans. Il y a quand même un climat global qui, de ce point de vue-là, en tout cas je l'espère, est peut-être en train d'évoluer.

**BENJAMIN DUHAMEL**

Mais simplement sur cette question précise des élèves radicalisés, l'engagement qui avait été pris il y a deux ans, est quoi, caduc ?

**ÉDOUARD GEFFRAY**

Il n'y a pas de structure dédiée scolaire aux élèves radicalisés aujourd'hui.

**BENJAMIN DUHAMEL**

Et un tout dernier mot, là, pour une question d'actualité. On a vu Nicolas SARKOZY qui a passé hier les portes de la prison de la santé, qui a passé sa première nuit en prison, et qui a convoqué, devant un certain nombre de proches, des comparaisons : Edmond DANTE, le personnage du conte de Montecristo, également Alfred DREYFUS. Alors, il y a un personnage fictionné d'un côté et un personnage réel de l'autre.

**FLORENCE PARACUELLOS**

Il a embarqué Montecristo en cellule.

**BENJAMIN DUHAMEL**

Il a embarqué Montecristo en cellule. Que dit le ministre de l'Éducation nationale aux élèves et aux enseignants qui, peut-être, convoquent ces exemples-là dans les programmes scolaires, les comparaisons avec Edmond DANTE et le capitaine DREYFUS ?

**ÉDOUARD GEFFRAY**

Vous avez des ouvrages qui sont des monuments de la littérature, et vous avez la situation d'un homme, un ancien président de la République, qui est, j'allais dire, comme tout le monde dans un état de droit, soumis à un certain nombre de règles. Moi, je respecte la dignité des personnes.

**BENJAMIN DUHAMEL**

Mais la comparaison avec DREFUS, elle vous paraît pertinente ou pas ?

**ÉDOUARD GEFFRAY**

Ce n'est pas à moi de... Franchement, je ne considère pas que je vais me prononcer ni sur les propos, ni sur les comparaisons d'une personne.

**BENJAMIN DUHAMEL**

Donc, elle ne vous choque pas, cette comparaison avec le capitaine DREYFUS ?

**ÉDOUARD GEFFRAY**

Dont je respecte, en tant que personne, intrinsèquement, comme pour toute personne détenue, et c'est un sujet que j'ai eu l'occasion de connaître un tout petit peu, la dignité fondamentale.

**FLORENCE PARACUELLOS**

Merci beaucoup, Édouard GEFFRAY, d'avoir été notre invité ce matin.

**ÉDOUARD GEFFRAY**

Merci à vous.

**FLORENCE PARACUELLOS**

Vous êtes ministre de l'Éducation nationale. Merci. 08 :50 :24FIN£